

F. 2000 — 898

[C — 2000/29132]

**23 MARS 2000. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, fait à Luxembourg le 6 mai 1999 (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, fait à Luxembourg le 6 mai 1999, sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mars 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. COLLIGNON.

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,  
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,  
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
Note

(1) *Session 1999-2000.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 41-1. — Rapport, n° 41-2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 29 février 2000.

—————

**Accord de coopération  
entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part,  
et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Se fondant sur les liens d'amitié et de coopération qui existent entre eux;

Considérant l'intérêt des Parties pour une coopération bilatérale globale;

Considérant les actions et les intérêts communs développés au niveau de la Francophonie;

Compte tenu :

— des négociations en vue de la conclusion d'un accord de coopération transfrontalière entre le Grand-Duché de Luxembourg, les Communautés française et germanophone de Belgique, la Région wallonne, la France et l'Allemagne;

— de la Convention du 25 juillet 1921 instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise;

— du programme de coopération transfrontalière Wallonie-Lorraine-Luxembourg « Interreg II » financé par l'Union européenne;

— de l'Accord culturel entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Bruxelles le 22 février 1967;

— de la nouvelle situation constitutionnelle belge accordant aux Communautés et aux Régions la compétence de signer des traités internationaux dans les matières de leurs compétences exclusives,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Les Parties mettront en œuvre une coopération en se fondant sur leurs dispositions constitutionnelles respectives et en respectant leurs obligations internationales.

Art. 2. La Région wallonne et le Grand-Duché de Luxembourg mettront en œuvre une coopération couvrant l'ensemble des compétences de la Région wallonne.

Art. 3. La Communauté française de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg mettront en œuvre une coopération couvrant l'ensemble des compétences de la Communauté française.

Art. 4. La coopération entre les Parties prendra les formes suivantes :

- 1° échange permanent d'informations et d'expériences;
- 2° échange de personnes;
- 3° octroi mutuel de bourses de stage, de recherche, de spécialisation et/ou d'été;
- 4° conclusion d'accords particuliers, y compris techniques;
- 5° collaboration directe entre institutions intéressées (Chambres de commerce, universités, entreprises, associations, organismes culturels, établissements scolaires, etc ...);
- 6° élaboration et réalisation de projets conjoints;
- 7° échanges (transfert réciproque) de technologie et de savoir-faire, notamment dans le domaine de l'environnement;
- 8° promotion réciproque de produits et de services;
- 9° organisation de rencontres professionnelles, séminaires, ateliers, etc ...;
- 10° réalisation d'études et d'expertises;
- 11° promotion de partenariats interentreprises (petites et moyennes entreprises);
- 12° création de sociétés mixtes, le cas échéant;
- 13° promotion de partenariats locaux.

Art. 5. Les Parties collaboreront dans la mesure du possible dans le cadre des organisations multilatérales. Elles veilleront à ce que toutes les possibilités offertes par ces organisations et institutions pour participer ensemble à des programmes de développement soient prises en considération.

Elles favoriseront la coopération interrégionale et la coopération entre autorités locales, notamment dans le cadre des programmes européens.

Les Parties se concerteront pour mener en commun des projets dans le cadre de l'organisation internationale de la Francophonie.

Art. 6. Afin d'assurer l'exécution du présent Accord, les Parties créeront une Commission mixte permanente. Celle-ci se réunira tous les deux ans, alternativement au Grand-Duché de Luxembourg et en Wallonie ou à Bruxelles.

Lors de sa première réunion, la Commission mixte définira les modalités et les règles de son fonctionnement.

La Commission mixte établira à chaque fois le programme d'exécution de l'Accord.

Art. 7. Les ministres chargés des Relations internationales pour chacune des Parties, et/ou les ministres sectoriellement compétents, se rencontreront à intervalles réguliers pour évaluer la coopération en cours et définir, le cas échéant, de nouvelles orientations.

Art. 8. En ce qui concerne la Communauté française de Belgique, l'exécution du présent Accord remplacera celle de l'Accord culturel entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Bruxelles le 22 février 1967.

Art. 9. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de réception par la voie diplomatique de la dernière des notifications, par laquelle les Parties se seront informées mutuellement de l'accomplissement des procédures internes pour son entrée en vigueur.

L'Accord est conclu pour une période de cinq ans et sera prorogé automatiquement pour des périodes de trois ans, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par écrit au moins six mois avant l'expiration de la période de validité.

Fait à Luxembourg, le 6 mai 1999, en trois exemplaires originaux, chacun en langue française, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

Le Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération,  
J.-F. POOS

## Annexe

1. Compétences de la Région wallonne
  - 1° l'économie (expansion, innovation, restructuration, initiative industrielle, commerce extérieur, exploitation des richesses naturelles, y compris la promotion l'artisanat et des PME);
  - 2° l'environnement;
  - 3° l'eau et l'assainissement;
  - 4° la rénovation rurale et la conservation de la nature;
  - 5° la politique agricole;
  - 6° l'aménagement du territoire, la politique et la protection du patrimoine;
  - 7° le logement;
  - 8° la formation professionnelle, l'emploi et la promotion sociale;
  - 9° la recherche scientifique et technologique;
  - 10° l'énergie;
  - 11° les travaux publics et les transports;
  - 12° la décentralisation administrative;
  - 13° les collectivités locales (provinces et communales);
  - 14° le tourisme;
  - 15° la santé curative;
  - 16° l'aide aux personnes défavorisées (assistance sociale, aide aux handicapés, troisième âge);
  - 17° les infrastructures sportives.
2. Compétences de la Communauté française
  - 1° la science, y compris la coopération interuniversitaire;
  - 2° l'éducation;
  - 3° la culture;
  - 4° la jeunesse;
  - 5° la presse et l'audiovisuel, y compris les organismes de radio et de télédiffusion;
  - 6° la santé (prévention, promotion et éducation);
  - 7° les affaires sociales (enfance, aide à la jeunesse et protection de la jeunesse);
  - 8° les sports.

## VERTALING

N. 2000 — 898

[C — 2000/29132]

**23 MAART 2000.** — Decreet houdende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen, enerzijds, de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering en, anderzijds, de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, gemaakt te Luxemburg op 6 mei 1999 (1)

De Franse Gemeenschapsraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het samenwerkingsakkoord tussen, enerzijds, de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering en, anderzijds, de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, gemaakt op 6 mei 1999, zal volledig in werking treden wat de Franse Gemeenschap betreft.

Verkondigen onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 23 maart 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,  
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,  
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

## Nota

(1) *Zitting 1999-2000*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 41-1. — Verslag nr. 41-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 29 februari 2000.

**Samenwerkingsakkoord tussen, enerzijds, de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering en, anderzijds, de Regering van het Groothertogdom Luxemburg**

De Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering, enerzijds, en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, anderzijds, hierna de Partijen genoemd,

zich baserend op hun onderlinge banden van vriendschap en samenwerking;

overwegende het belang van de Partijen voor een globale bilaterale samenwerking;

overwegende de gemeenschappelijke initiatieven en belangen voor de Francofonie;

rekening houdend met

— de onderhandelingen die moeten leiden tot een grensoverschrijdend samenwerkingsakkoord tussen het Groothertogdom Luxemburg, de Franse en Duitstalige Gemeenschap van België, het Waals Gewest, Frankrijk en Duitsland :

— het Verdrag van 25 juli 1921 tot invoering van de Belgisch-Luxemburgse economische Unie :

— het grensoverschrijdend samenwerkingsakkoord Wallonië-Lorraine-Luxemburg « Interreg II » dat gefinancierd wordt door de Europese Unie :

— het Cultureel akkoord tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, ondertekend te Brussel op 22 februari 1967 :

— de nieuwe Belgische Grondwet die de Gemeenschappen en Gewesten toelaat om internationale verdragen te sluiten voor de aangelegenheden die onder hun exclusieve bevoegdheden ressorteren,

zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Partijen zullen een samenwerkingsverband op het getouw zetten op grond van hun respectieve grondwettelijke bepalingen en met eerbied voor hun internationale verbintenissen.

Art. 2. Het Waals Gewest en het Groothertogdom Luxemburg zullen samenwerken voor alle bevoegdheden die ressorteren onder het Waals Gewest.

Art. 3. De Franse Gemeenschap van België en het Groothertogdom Luxemburg zullen samenwerken voor alle bevoegdheden die ressorteren onder de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De samenwerking tussen de Partijen zal zich op de volgende vlakken uiten :

1° permanente uitwisseling van informatie en ervaringen;

2° uitwisseling van personen;

3° wederzijdse toekenning van stage-, onderzoeks-, specialisatie- en zomervakantiebeurzen;

4° afsluiten van bijzondere akkoorden, ook technische akkoorden;

5° rechtstreekse samenwerking tussen de betrokken instellingen (Kamers van koophandel, universiteiten, ondernemingen, verenigingen, culturele instellingen, onderwijsinstellingen, enz.);

6° uitwerking en verwezenlijking van gezamenlijke projecten;

7° uitwisselingen (wederzijdse overdracht) van technologieën en kennis, met name op het vlak van leefmilieu;

8° wederzijdse promotie van producten en diensten;

9° organisatie van professionele ontmoetingen, seminaries, workshops, enz.;

10° uitvoering van studies en expertises;

11° promotie van partnerschapsverbanden tussen bedrijven (kleine en middelgrote ondernemingen);

12° desgevallend, de oprichting van gemengde bedrijven;

13° aanmoedigen van lokale partnerschapsverbanden.

Art. 5. De Partijen zullen, in de mate van het mogelijke, samenwerken in de schoot van multilaterale organisaties. Zij zullen erop toezien dat alle door deze organisaties en instellingen aangeboden kansen om gezamenlijk deel te nemen aan ontwikkelingsprogramma's in aanmerking genomen worden.

Zij zullen de interregionale samenwerking en de samenwerking tussen plaatselijke overheden, met name in het raam van Europese programma's, aanmoedigen.

De Partijen zullen overleg plegen voor gezamenlijke projecten die op het getouw worden gezet in het raam van de internationale organisatie van de Francofonie.

Art. 6. Voor de uitvoering van onderhavig akkoord zullen de Partijen een vaste gemengde Commissie oprichten die iedere twee jaar zal samenkomen, afwisselend in het Groothertogdom Luxemburg en Wallonië of Brussel.

Tijdens de eerste vergadering zal de gemengde Commissie de regelen en wijzen van haar werking vastleggen.

De gemengde Commissie zal telkens het uitvoeringsprogramma van het Akkoord vaststellen.

Art. 7. De ministers bevoegd voor internationale betrekkingen van elkeen van de Partijen en/of de voor de sectoren bevoegde ministers zullen op regelmatige tijdstippen samenkomen om de lopende samenwerking te evalueren en desgevallend, nieuwe koersen uit te stippelen.

Art. 8. De uitvoering van onderhavig Akkoord treedt, wat de Franse Gemeenschap betreft, in de plaats van het Cultureel akkoord tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, ondertekend te Brussel op 22 februari 1967.

Art. 9. Onderhavig Akkoord zal in voege treden op de dag dat de Partijen, via diplomatieke post, de laatste betekeningen ontvangen waarin deze wederzijds op de hoogte worden gebracht van de beëindiging van de interne procedures voor de inwerkingtreding ervan.

Het Akkoord wordt gesloten voor een periode van vijf jaar en zal automatisch verlengd worden voor periodes van drie jaar, tenzij één van de Partijen dit schriftelijk en binnen de zes maanden voor het verstrijken van de geldigheidsdatum, opzegt.

Gedaan te Luxemburg, op 6 mei 1999, in drie rechtsgeldige originelen, elk opgesteld in het Frans.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België :

Minister van Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

Voor de Waalse Regering :

Minister van Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

Voor de Regering van het Groothertogdom Luxemburg :

Minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Samenwerking,  
J-F POOS

—

#### Bijlage

##### 1. Bevoegdheden van het Waals Gewest

1° de economie (expansie, innovatie, herstructurering, ondernemingsinitiatieven, buitenlandse handel, ontginning van natuurlijke rijkdommen, met inbegrip van de promotie van de ambacht en van de K.M.O.'s);

2° het leefmilieu;

3° het water en de zuivering;

4° de plattelandsrenovatie en het natuurbehoud;

5° het landbouwbeleid;

6° de ruimtelijke ordening, het beleid en de bescherming inzake het patrimonium;

7° de huisvesting;

8° de beroepsopleiding, de tewerkstelling en de sociale promotie;

9° het wetenschappelijk en technologisch onderzoek;

10° de energie;

11° de openbare werken en het vervoer;

12° de overheidsdecentralisatie;

13° de lokale gemeenschappen (provincies en gemeenten);

14° het toerisme;

15° de curatieve geneeskunde;

16° de bijstand aan kansarmen (sociale bijstand, gehandicaptenhulp, derde leeftijd);

17° de sportinfrastructuren.

##### 2. Bevoegdheden van de Franse Gemeenschap

1° de wetenschap, met inbegrip van de interuniversitaire samenwerking;

2° het onderwijs;

3° de cultuur;

4° de jeugd;

5° de pers en de audiovisuele sector, met inbegrip van de instellingen voor radio en televisie;

6° de gezondheid (preventie, promotie en opvoeding);

7° de sociale zaken (kinderwelzijn, jeugdzorg en jeugdbescherming);

8° de sporten.